

# Les missionnaires-colonisateurs « gouvernementaux » entre Église et État, 1911-1936

Frédéric Lemieux

Volume 72, Number 2, Fall 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056343ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056343ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemieux, F. (2018). Les missionnaires-colonisateurs « gouvernementaux » entre Église et État, 1911-1936. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 72(2), 41–68. <https://doi.org/10.7202/1056343ar>

Article abstract

By studying the group of government-appointed colonizing missionaries, a position created in 1911 by the Catholic episcopate and the Québec government, this article reveals the internal tensions and agreements arising from State-Church mutations while creating and managing colonization policies. In this environment, the status of priest-civil servant, although politically ambiguous, was most advantageous in many ways for both parties. The evolution of the group's assignments shows a new understanding of the context and factors that led to the abolishment of this particular situation in 1936, and of the ensuing shift in Church-State matters pertaining to colonization.

# Les missionnaires-colonisateurs « gouvernementaux » entre Église et État, 1911-1936

FRÉDÉRIC LEMIEUX<sup>1</sup>

*Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec*

**RÉSUMÉ** • À travers l'étude du groupe des missionnaires-colonisateurs gouvernementaux, fonction créée en 1911 par l'épiscopat et le gouvernement du Québec, cet article révèle de l'intérieur les mutations de l'arrimage Église-État, fait de tensions et d'ententes, dans la mise en œuvre des politiques de colonisation. Dans ce milieu, le statut de prêtre-fonctionnaire s'avère avantageux à plusieurs égards pour les deux parties malgré son ambiguïté face au politique. L'évolution des attributions de ce groupe propose une compréhension inédite du contexte et des facteurs qui mènent à l'abolition de la fonction en 1936, ainsi que de la signification de ce changement dans la dynamique Église-État en matière de colonisation.

**ABSTRACT** • By studying the group of government-appointed colonizing missionaries, a position created in 1911 by the Catholic episcopate and the Québec government, this article reveals the internal tensions and agreements arising from State-Church mutations while creating and managing colonization policies. In this environment, the status of priest-civil servant, although politically ambiguous, was most advantageous in many ways for both parties. The evolution of the group's assignments shows a new understanding of the context and factors that led to the abolishment of this particular situation in 1936, and of the ensuing shift in Church-State matters pertaining to colonization.

1. Je remercie mes collègues de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec pour leur apport à cet article, ainsi que mes évaluateurs. Ma sincère reconnaissance va également à Guy Laperrière, Maude Flamand-Hubert, Gilles Gallichan et Jean-Philippe Bernard.

## INTRODUCTION

L'ouverture de l'Abitibi en 1911 est l'occasion d'introduire une stratégie de colonisation innovatrice : l'emploi par le gouvernement du Québec de prêtres pour favoriser le peuplement régional. Ces « missionnaires-colonisateurs officiels<sup>2</sup> » (MCO) sont investis de la double autorité de leur évêque et du ministre de la Colonisation<sup>3</sup>. Ce statut original de prêtre-fonctionnaire les distingue des autres membres du clergé actifs en milieu de colonisation, mais sous la seule autorité de leur évêque<sup>4</sup>.

Cette concertation Église-État est avantageuse : pour l'évêque, un MCO garantit un certain contrôle du peuplement du diocèse, l'accès au Conseil des ministres et le soutien logistique, publicitaire et monétaire du gouvernement. Pour ce dernier, le prêtre est un agent fiable, bon marché et compétent pour activer et coordonner en région l'implantation de colons dans le cadre paroissial traditionnel<sup>5</sup>.

Si plusieurs auteurs ont souligné l'originalité et l'importance des responsabilités de cet acteur clé des stratégies de colonisation du XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> – surtout en Abitibi<sup>7</sup> – aucun jusqu'ici n'a su expliquer l'abolition de cette

2. Yves Hébert souligne le premier, à propos d'Ivanhoé Caron, le caractère « officiel » de son mandat. Nous utilisons l'expression « missionnaire-colonisateur officiel » pour distinguer cette fonction des autres prêtres en milieu de colonisation. Yves Hébert, « La colonisation au service d'une idéologie : l'œuvre colonisatrice de l'abbé Ivanhoé Caron (1875-1941) », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1986.

3. Pour cet article, l'utilisation de « ministère de la Colonisation » désigne l'entité qui porte successivement ces noms : Colonisation, Mines et Pêcheries (1905-1929), Colonisation, Chasse et Pêcheries (1929-1934), Colonisation (1934-1936), Agriculture et Colonisation (1936), puis de nouveau Colonisation (1936-1962).

4. Pour plusieurs de ces prêtres, la fonction de MCO est prestigieuse. Ils désignent leur titulaire par des termes tels « le Monseigneur Labelle de l'Abitibi » ou « vrai missionnaire ». Normand Lafleur, *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue* (Montréal, Leméac, 1976), p. 156 ; Archives du diocèse de Rimouski (ADR), A. April à L.-P. Bernier, env. 1932-1933.

5. En 1910, l'abbé Caron juge que le « système paroissial » est un succès au Témiscamingue et que c'est la « méthode à suivre » pour coloniser une région neuve. Il la met en œuvre une fois devenu MCO d'Abitibi. Maurice Asselin, *La colonisation de l'Abitibi, un projet géopolitique* (Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982), p. 91-92. Pour l'étude d'une transplantation du cadre paroissial en milieu de colonisation contemporaine de Caron, voir Normand Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle* (Sillery, Boréal Express, 1977), p. 180-184.

6. À part Hébert et Asselin, cités précédemment sur les MCO, voir également Frédéric Lemieux, « Les missionnaires-colonisateurs en Abitibi (1929-1939) », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2000 ; Oleg Stanek, « Crise et colonisation dans l'Est-du-Québec », *Recherches sociographiques*, 29, 2-3 (1988), p. 201-238 ; et Gabriel Dussault, *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec (1850-1900)* (Montréal, Hurtubise HMH, 1983). Certes Labelle, décédé en 1891, précède le groupe des MCO, mais certains d'entre eux (Caron par exemple) se réclament de sa vision d'une conquête du Nord par les Canadiens français, un message repris par les publicitaires du ministère de la Colonisation. Robert Laplante, *L'expérience de Guyenne. Colonisation et coopération en Abitibi* (Guyenne, Corporation de développement de Guyenne, 1995), p. 66-78.

7. Sur le peuplement de l'Abitibi durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, voir notamment R. Laplante, *L'expérience de Guyenne*, p. 49-228 ; Odette Vincent (dir.), *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue* (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995), p. 197-281.

fonction par le gouvernement de Maurice Duplessis à l'automne 1936. Aucune source officielle n'annonce la rupture apparente de ce partenariat Église-État de 25 ans. Rien non plus ne transpire des derniers comptes rendus officiels que signent ces prêtres<sup>8</sup> en 1935-1936 dans le rapport annuel d'activité du ministère de la Colonisation. Une piste probable, de nature politique, pourrait indiquer qu'ils sont congédiés durant la vague de licenciements massifs dans la fonction publique québécoise suivant l'élection de l'Union nationale.

Pour élucider cette question et bien situer le rôle des MCO dans les politiques de colonisation successives, il est essentiel de les étudier en tant que groupe, soit 17 individus actifs à travers le Québec pendant 25 ans. Nous avons en effet constaté que l'analyse d'un cas particulier ou d'une région donnée ne suffit pas pour saisir la globalité et la variété de leurs pratiques, ni les relations entre clergé et gouvernement – autant sur le terrain qu'au sein du ministère – ou pour déterminer les raisons de leur disparition. Les travaux d'Yves Hébert, par exemple, couvrent l'expérience du MCO de l'Abitibi, l'abbé Ivanhoé Caron, jusqu'à son départ en 1924. Oleg Stanek, qui a étudié la colonisation dans l'est du Québec durant la crise économique, utilise quant à lui des témoignages des MCO de Rimouski, du Témiscouata et de la Gaspésie. Toutefois, il ne fait qu'effleurer les dynamiques politiques suprarégionales qui ont conduit à la « séparation progressive des appareils ecclésiastique et étatique », un constat sommaire, mais intéressant, qui se traduirait par la fin de la rémunération des MCO par l'État en 1937<sup>9</sup>.

Étudier les MCO en tant que groupe crée un cadre d'analyse adéquat pour réunir un nombre significatif d'expériences individuelles et d'éléments pertinents à notre étude. Ils s'agglomèrent en trois lignes de force :

8. L'historiographie a beaucoup puisé dans ces comptes rendus des MCO publiés dans les rapports annuels d'activité du ministère de la Colonisation de 1912 à 1936. Jusqu'ici, ces témoignages n'ont pas été l'objet d'une véritable analyse de sources pour en évaluer les forces et les faiblesses. Nous sommes conscient qu'à la base, l'existence de la fonction de MCO étant le fait du gouvernement, les rapports annuels de ses titulaires ont des objectifs de promotion et d'autojustification évidents, notamment sur le plan politique. Nous croyons comme Laplante que l'État, en employant un prêtre comme Caron, lui confie un rôle « ambigu » de « porteur d'une vision [N.D.A., de la colonisation] que l'Église et l'élite nationaliste cherchent à imposer à un gouvernement provincial » qui a d'autres objectifs. En conséquence, l'analyse de cette source devra tenir compte de la distance entre les discours, les intentions, les actions et les responsabilités de ces quatre acteurs : les MCO et le « clergé colonisateur », le ministère de la Colonisation, le gouvernement et l'épiscopat. Malgré ces réserves, et sans aborder les aspects idéologiques de la question dans cet article, nous croyons que cette source est incontournable pour comprendre l'essence du rôle des MCO. Toutefois, par prudence, nous utilisons le conditionnel pour introduire certaines de leurs citations et de leurs données chiffrées difficiles à vérifier. R. Laplante, *L'expérience de Guyenne*, p. 67-68.

9. O. Stanek, « Crise et colonisation... », p. 232. À leur décharge, Stanek et Hébert ne considéraient pas le MCO comme leur principal objet d'étude. Notre mémoire de maîtrise sur le cas de l'Abitibi nous a également démontré la nécessité d'étudier les MCO en tant que groupe.

une compréhension évolutive des traits fondamentaux du MCO, de sa position d'acteur principal dans le déploiement des stratégies de peuplement des gouvernements, et des tournants occultés de ces stratégies qui pourraient expliquer l'abolition de la fonction en 1936.

Sur ce dernier aspect, l'historiographie ne va pas au-delà du travail du MCO sur le terrain, de son double rôle de représentant de l'Église et de l'État ou de sa place dans le fonctionnement général des politiques de colonisation. Approfondir la recherche sur cette fonction dans le but d'en comprendre la genèse, l'évolution et l'abolition passe nécessairement par l'analyse de son rôle au sein de l'administration publique, de ses relations avec la classe politique et, surtout, par les décisions prises en haut lieu, entre dirigeants politiques et évêques, sur la « conduite » de la colonisation, qui ne sont pas sans conséquence pour le MCO.

Pendant cette période de 25 ans, des indicateurs révèlent les points de jonction entre l'Église et l'État et les modalités de leur coopération. Ils mettent en évidence les dynamiques, la conciliation difficile d'intérêts souvent concurrents et les frictions entre ces deux partenaires dans l'arrimage et le déploiement, concerté ou non, de leurs stratégies de colonisation. Comme le clergé dépend de la volonté du gouvernement dans ce champ d'activité, le MCO indique, tel un baromètre interne, les mutations de cette collaboration.

Nos hypothèses sont que, durant 25 ans, la fonction de MCO comprend un rôle et des responsabilités dans les politiques de peuplement qui varient au gré des ententes entre les autorités gouvernementales et épiscopales. Parallèlement, le statut paradoxal du prêtre idéalement apolitique, mais qui travaille comme fonctionnaire dans un milieu très politique, s'avère une contrainte grandissante à partir de 1932 quand la colonisation devient un enjeu de plus en plus partisan. En parallèle, la même année, le « plan Gordon », première politique gouvernementale d'envergure pour ramener les chômeurs à la terre, instaure un « appareil colonisateur » contrôlé par les gouvernements qui concurrence le MCO sur le terrain en assumant certains de ses rôles traditionnels<sup>10</sup>. Ce point de friction, on le verra, nous

10. Dans l'historiographie, l'année 1932 marque le passage de la « colonisation assistée » à la « colonisation dirigée ». Ce dernier concept fait l'unanimité pour qualifier l'intervention directe de l'État par des politiques de colonisation planifiées comme le plan Gordon (1932). Il est cependant plus malaisé de qualifier la période allant de l'ouverture de l'Abitibi en 1911 à 1932. Blanchard utilise le concept de « colonisation subspontanée » (1911-1921) caractérisé par « un libre afflux de défricheurs » et « l'intervention gouvernementale » du tandem formé du MCO Caron et de l'agent des terres Hector Authier. Après 1921, cependant, l'État n'aurait plus besoin d'investir en propagande en raison du phénomène de la « colonisation spontanée », et préférerait investir en primes de défrichement et en voirie. Biays parle quant à lui de « colonisation officielle, assistée et encouragée » (1910-1932), tandis qu'Asselin distingue la « colonisation encouragée » (1911-

place au cœur des tensions et des réalignements souterrains souvent saccadés qui marquent ce tournant de la concertation Église-État. De façon plus large, il annonce un croisement de facteurs dont la maturation culmine en 1936 avec l'abolition de la fonction de MCO.

Notre article s'ouvre avec la période de 1911 à 1932, âge d'or des MCO, où leurs responsabilités et leur effectif s'accroissent dans plusieurs régions de peuplement du Québec. Ensuite, nous examinons leur cohabitation de 1932 à 1936 avec le nouvel appareil colonisateur en nous basant sur le peuplement de l'Abitibi et du Témiscamingue. Notre troisième partie se consacre aux profonds bouleversements politiques de 1936 et à leurs contre-coups sur le ministère de la Colonisation, les MCO et les politiques de colonisation en général.

Précisons quelques termes établis afin de distinguer des MCO trois autres catégories de prêtres présents en milieux de colonisation. Ils relèvent uniquement de l'évêque de leur diocèse et ne sont pas à l'emploi du gouvernement<sup>11</sup> :

- 1) le « clergé colonisateur », qui regroupe tous les prêtres qui travaillent dans cette sphère d'activité.
- 2) les « missionnaires diocésains », qui remplacent en partie les MCO après 1936.
- 3) les « prêtres-colons », qui sont les curés titulaires d'une paroisse de colonisation<sup>12</sup>.

### **L'ÂGE D'OR DES MISSIONNAIRES-COLONISATEURS OFFICIELS (1911-1932)**

Le 1<sup>er</sup> décembre 1911, le gouvernement de Lomer Gouin s'entend avec M<sup>gr</sup> Élie-Anicet Latulipe, vicaire apostolique du Témiscamingue<sup>13</sup>, sur la

1923) de l'« assistée » (1923-1932) en raison de l'instauration de primes de défrichement en 1923. L'expression « colonisation assistée » nous paraît la plus appropriée pour qualifier l'ensemble des moyens d'action indirects du gouvernement du Québec mis en œuvre de 1911 à 1932 pour favoriser le peuplement des régions de colonisation (MCO, agent des terres, primes de défrichement, voirie). Voir Raoul Blanchard, *L'Ouest du Canada français*, tome 2 (Montréal, Beauchemin, 1954), p. 228, 234; Pierre Biays, *Les marges de l'œkoumène dans l'est du Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964), p. 258-259; Maurice Asselin, *La colonisation de l'Abitibi, un projet géopolitique* (Rouyn-Noranda, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982), p. 85-113.

11. Ces catégories sont nécessaires, car ces prêtres utilisent indifféremment plusieurs titres pour se désigner : « missionnaire-colonisateur », « missionnaire-colonisateur du gouvernement », « curé missionnaire », « prêtre colonisateur ». Cette apparente confusion terminologique témoigne que leur rôle n'est pas nécessairement associé à des fonctions aux titres bien arrêtés.

12. Notons que les MCO sont « volants » en ce sens qu'ils ne sont pas titulaires d'une cure durant leur mandat.

13. Ce vicariat apostolique devient le diocèse d'Haileybury en 1915. Il recouvre le nord de l'Ontario, l'Abitibi et le Témiscamingue jusqu'à la création du diocèse d'Amos en 1938.

nomination de l'abbé Ivanhoé Caron à la charge de MCO de l'Abitibi. C'est la première fois qu'un prêtre est choisi conjointement par ces autorités et désigné officiellement pour agir comme responsable du peuplement d'une région donnée, en vertu d'un mandat qui s'étend sur plusieurs années, et dont le salaire est versé par l'État<sup>14</sup>.

### **Les quatre grandes sphères d'activité**

Durant 25 ans, le MCO établit et maintient le lien direct entre les colons, l'Église et le gouvernement. À partir du cas de l'abbé Caron en Abitibi, Hébert divise en quatre sphères le « caractère multiforme » du rôle de ces prêtres : exploration, promotion, organisation et inspection<sup>15</sup>. L'exploration d'un territoire englobe l'arpentage des cantons aux sols prometteurs par les employés du gouvernement et le choix de sites de futures colonies. La promotion consiste à rédiger des brochures et des tracts produits et diffusés par le ministère de la Colonisation et à prononcer des conférences et des sermons à travers la province afin de recruter des aspirants-colons<sup>16</sup>.

L'organisation d'excursions à tarif réduit permet aux intéressés de visiter l'Abitibi et de décider s'ils s'y établiront. Caron remplit également un rôle d'inspection pour accompagner les colons durant leur établissement<sup>17</sup>. Chaque année, il rend compte de ses activités dans un rapport officiel publié dans celui du ministère de la Colonisation.

Caron occupe les quatre sphères d'activité pleinement, à une époque caractérisée par la faiblesse numérique de la population abitibienne, de son clergé et des employés du gouvernement sur place. Jusqu'en 1936, elles composent l'essentiel de la tâche d'un MCO et s'agentent différemment en fonction des particularités d'une région ou des pratiques de chaque prêtre.

### **L'expansion du modèle des missionnaires-colonisateurs officiels**

Convaincues du succès de cette stratégie de peuplement, les autorités nomment des MCO dans d'autres régions aux réalités différentes :

14. Caron est en fonction de 1911 à 1924, ce qui tranche avec la pratique habituelle du gouvernement d'employer à l'occasion des prêtres à des tâches limitées dans le temps. *Rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la Province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1912* (Québec), p. 120.

15. Y. Hébert, « La colonisation au service d'une idéologie... », p. 86. Au XIX<sup>e</sup> siècle, certains missionnaires-colonisateurs comme Calixte Marquis, François Pilote et Nicolas-Tolentin Hébert déploient le même type d'activités, mais sans être à l'emploi du gouvernement comme les MCO. Pour Marquis, voir Michel Morin, « Calixte Marquis, colonisateur des Cantons de l'Est, 1850-1870 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1980. Pour Pilote et Hébert, voir N. Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, p. 94-114.

16. N. Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, p. 91-92.

17. N. Séguin, *La conquête du sol au 19<sup>e</sup> siècle*, p. 124. L'État paie les dépenses de voyage du MCO et s'occupe de la gestion des terres (arpentage, titres de propriété).

Chicoutimi–Lac-Saint-Jean (1918)<sup>18</sup>, Mont-Laurier (1923), Gaspésie (1923), Rimouski (1928). Les effets de la crise économique et du retour à la terre entraînent une nouvelle série de nominations ailleurs dans la province (voir le Tableau 1, page suivante).

### **Le budget des missionnaires-colonisateurs officiels**

Si le salaire et les dépenses des MCO figurent dans les *Comptes publics*, il est difficile de connaître les fonds alloués pour remplir leurs fonctions. Leurs rapports annuels ne fournissent que quelques bribes d'information à ce sujet. En 1925-1926 par exemple, l'abbé Jean Bergeron consacre 900 \$ à une « aide spéciale aux colons », somme qui double l'année suivante avant d'être fixée à 1200 \$ en 1927-1928<sup>19</sup>. Un autre fonds répond à des besoins plus ciblés. Il s'élève à 25 000 \$ en 1930 et est partagé entre tous les MCO, comme l'explique Bergeron.

[Le fonds aide] Pierre à s'acheter un cheval, Paul à s'acheter une vache, Jacques à couvrir sa maison ou sa grange. Tel rang a besoin d'un bœuf reproducteur, telle jeune paroisse a besoin d'aide pour bâtir sa première fromagerie; ici, c'est un bout de rang qui n'a pas d'école; là, c'est un arrondissement qu'il faut aider pour le transport du lait à la fromagerie. Ailleurs, c'est une bonne « colone » qui n'a pas de robe de noce, ou un jeune ménage qui n'a pas les moyens de payer les dépenses de voyage d'un bébé qui arrive<sup>20</sup>.

Il s'agit probablement du « fonds spécial » auquel le ministre Hector Laferté fait allusion en 1930 et qui ne serait « pas confié à la politique », comme il le spécifie<sup>21</sup>. Bergeron vante également l'utilité du « prêt au colon » qu'il gère avec ses confrères de 1921 à 1933<sup>22</sup>. « Combien de bons colons nous avons sauvés de la ruine, grâce à ces petits prêts [...] versés tout doucement à mesure que le colon se bâtit ou améliore sa terre<sup>23</sup>. »

Ces fonds publics mis à la disposition des MCO témoignent d'une certaine confiance du gouvernement envers eux.

18. Par exemple, l'abbé Jean Bergeron compose avec la topographie accidentée du Saguenay et la présence d'industries qui attirent les colons. C'est le contraire au Lac-Saint-Jean où il aurait fondé 14 paroisses de colonisation de 1918 à 1931. Ministère de l'Agriculture de la Province de Québec, *Le mérite agricole 1946* (Québec, 1946), p. 10.

19. *État des comptes publics*, 1925-1926, p. 317, 1926-1927, p. 321, 1927-1928, p. 285.

20. *Rapport... finissant le 30 juin 1930*, p. 426.

21. *Débats de l'Assemblée législative*, 28 janvier 1930.

22. 385 prêts auraient été consentis en 12 ans. *Rapport... finissant le 21 mars 1941*, p. 10.

23. *Rapport... finissant le 30 juin 1930*, p. 428. Adélard Godbout en fait une politique en 1944, la jugeant plus efficace en milieu de colonisation que le crédit agricole. *Statuts du Québec (S. Q.)*, 1944, chap. 23.



**Tableau I**  
**MCO par région et par responsabilité (1911-1936)**

| Région ou service                                            | Noms                          | Durée du mandat                  |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|
| Abitibi                                                      | Ivanhoé Caron                 | 1911-1924                        |
|                                                              | Charles Minette               | 1927-1936 <sup>1</sup>           |
| Chicoutimi-Lac-Saint-Jean                                    | Jean Bergeron                 | 1918-1931                        |
|                                                              | Lucien Savard                 | 1931-1936                        |
| Gaspésie                                                     | J.-C.-Edmond Plourde          | 1923-env. 1926<br>env. 1929-1935 |
|                                                              | Zénon Desrosiers              | 1935-1936                        |
| Diocèse de Mont-Laurier (région de Labelle)                  | Almer-Pierre Neveu            | 1923-env. 1926                   |
| Service des missionnaires (Québec)                           | Jean Bergeron (dir.)          | 1931-1936                        |
|                                                              | Georges-Marie Bilodeau        | 1931-1933                        |
|                                                              | Auguste-Sylvio Deschênes      | 1932-1936                        |
| Service de l'établissement des fils de cultivateurs (Québec) | Georges-Marie Bilodeau (dir.) | 1933-1936                        |
| Rapatriement<br>(Québec et Nashua)                           | Jean Bergeron (dir.)          | 1928-env. 1931                   |
|                                                              | Auguste-Sylvio Deschênes      | 1928-1932                        |
|                                                              | J.-C. Cassivi                 | 1928-env. 1929                   |
|                                                              | Joseph-Albert Forcier         | env. 1929-1936                   |
| Rimouski                                                     | Émile Sirois                  | 1928-1936                        |
| Témiscamingue                                                | Louis-Zéphirin Moreau         | 1930-1933                        |
|                                                              | Léonidas Leroux               | 1934-1936                        |
| Témiscouata                                                  | Charles Pelletier             | 1931                             |
|                                                              | Léo-Pierre Bernier            | 1931-1936                        |
| Prédication itinérante                                       | Père Mannès Marion            | 1921-1924                        |

Sources: État des comptes publics, 1911-1912 à 1936-1937. Seuls sont considérés les prêtres qui travaillent au ministère pendant plus d'une année complète.

\* Minette s'occupe jusqu'à l'automne 1930 du Témiscamingue.

### Le rapatriement (1928-1932)

En 1928, le gouvernement Taschereau décide de leur confier davantage de responsabilités alors que 50 000 \$ sont votés pour rapatrier 200 familles de Franco-Américains<sup>24</sup>. Si ce montant est dépensé au complet, le gouvernement fédéral s'engage à son tour à fournir un maximum de 50 000 \$

24. S. Q., 1928, chap. 2. À plusieurs reprises, le ministre Joseph-Édouard Perrault dit qu'il s'agit d'une expérience. *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 16 mars 1928.

annuellement<sup>25</sup>. L'abbé Bergeron est nommé à la tête de l'organisation du mouvement. Deux MCO donnent des conférences dans les principaux centres franco-américains et organisent des convois d'aspirants-colons, principalement en Abitibi.

De mars à décembre 1928, les MCO auraient rapatrié 115 familles et dirigé 86 d'entre elles en Abitibi<sup>26</sup>. Pour favoriser leur établissement, le budget permet de construire une maison collective d'accueil, de fournir des grains de semence et de faire « monter trois chars » de vaches<sup>27</sup>. Malgré ces efforts, lit-on dans le bilan de Bergeron, 50 des 115 familles auraient quitté leur établissement dès l'année suivante, dont 46 des 86 de l'Abitibi<sup>28</sup>.

Deux facteurs expliquent ces résultats décevants par rapport aux attentes initiales. Les MCO en assument la responsabilité. On cherchait les anciens cultivateurs, écrit Bergeron, mais la moitié des familles « n'étaient pas aptes à faire de la colonisation dans le plus strict sens du mot<sup>29</sup> ». Même si l'abbé Charles Minette déclare qu'il s'agit malgré tout d'une œuvre « patriotique, hautement réclamée en bien des milieux<sup>30</sup> », Bergeron admettra que l'apprentissage du rapatriement « a coûté beaucoup de temps et pas mal d'argent<sup>31</sup> ».

Le gouvernement Taschereau leur maintient néanmoins sa confiance. Un bureau à Nashua (New Hampshire) est ouvert en 1929 pour améliorer la sélection des candidats. De trois qu'ils étaient l'année précédente, les MCO sont maintenant six à se consacrer à ce mandat, qui s'ajoute à leur mission dans leur région d'attache. Le gouvernement estime que 1855 familles comptant 8663 personnes seraient revenues au Québec de 1928 à 1932<sup>32</sup>. La fin de la participation fédérale met un terme à l'entreprise<sup>33</sup>. Bien qu'on n'en ait pas de bilan précis, elle témoigne que les autorités n'ont pas hésité à la confier aux missionnaires-colonisateurs.

### Un statut ambigu

Le statut sacerdotal du MCO est fait de paradoxes en apparence difficiles à concilier. À première vue, le prêtre dégage une aura de neutralité pra-

25. *Débats de la Chambre des communes*, 8 juin 1928, p. 3921-3922.

26. Jean Bergeron, « Rapport du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries sur le Rapatriement dans la Province de Québec pendant les années 1928 et 1929 », *Document de la Session n° 35* (Québec, 1930), p. 8.

27. *État des comptes publics... finissant le 30 juin 1928*, p. 285-286; *Rapport... finissant le 30 juin 1929*, p. 332.

28. J. Bergeron, « Rapport du Ministre de la Colonisation... », p. 8.

29. J. Bergeron, « Rapport du Ministre de la Colonisation... », p. 6.

30. *Rapport... finissant le 30 juin 1929*, p. 330.

31. J. Bergeron, « Rapport du Ministre de la Colonisation... », p. 6.

32. *Débats de l'Assemblée législative*, 4 février 1932, 9 février 1933.

33. *Débats de l'Assemblée législative*, 23 février 1933.

tique dans l'univers politisé de l'administration publique de l'époque. En même temps, les gouvernements Gouin et Taschereau n'hésitent pas à défendre leurs politiques de colonisation en brandissant les témoignages des MCO, les entraînant malgré eux au cœur de l'arène partisane<sup>34</sup>.

De l'avis d'un ministre, « leurs rapports nous montrent la situation telle qu'elle est, et ils ne sont pas influencés par le salaire qu'ils reçoivent<sup>35</sup> ». Mieux, ils seraient même « absolument libres », une référence implicite à l'intégrité inhérente à leur statut sacerdotal<sup>36</sup>. Cette autorité morale, qui profite par association au gouvernement, protégerait en quelque sorte la colonisation de la corruption et des manigances politiques.

En réponse, l'opposition reproche prudemment au gouvernement d'invoquer en sa faveur le témoignage de ses employés<sup>37</sup>. Elle reprend à son compte les priorités énoncées par les MCO pour demander au ministre d'augmenter la cadence du peuplement<sup>38</sup>, mais elle marche sur des œufs le reste du temps : aucun homme politique n'oserait remettre en doute l'intégrité de prêtres.

C'est en 1927 que l'on trouve la déclaration la plus ferme d'un ministre de la Colonisation sur la limite à ne pas franchir :

Dans le discours de l'honorable chef de l'opposition, une phrase a tout particulièrement attiré mon attention : « Les missionnaires qui ne sont pas au service du gouvernement disent que l'argent de la colonisation a été mal dépensé. » [...] Il y a beaucoup de malice, de rancœur, et je me demande si le chef de l'opposition ne regrette pas d'avoir dit en d'autres termes que, si les missionnaires colonisateurs qui travaillent pour le département de la Colonisation ne recevaient pas un salaire, leur opinion serait autre que ce qu'elle est.

Les missionnaires [...] ne sont pas des mercenaires, et je suis positif que leur caractère de prêtre et de gentilhomme ne leur permet pas de vendre leur opinion pour \$ 100 par mois. On peut faire de la politique, on peut chercher à avoir raison, mais je ne crois pas au procédé qui veut qu'on emploie tous les moyens pour arriver. Les missionnaires-colonisateurs ne siègent pas sur le parquet de la Chambre et, comme prêtres, les « hustings » leur étant étrangers, il est facile de les attaquer, car on peut donner des coups, sûrs qu'ils ne peuvent les rendre<sup>39</sup>.

34. *Débats de l'Assemblée législative*, 6 novembre 1912, 12 décembre 1916, 18 février 1925, 27 janvier 1927, 16 janvier 1929.

35. *Débats de l'Assemblée législative*, 27 janvier 1927.

36. *Débats de l'Assemblée législative*, 12 décembre 1916.

37. *Débats de l'Assemblée législative*, 13 novembre 1913.

38. *Débats de l'Assemblée législative*, 17 février 1922.

39. *Débats de l'Assemblée législative*, 1<sup>er</sup> février 1927.

Tout cela démontre qu'un MCO doit être irréprochable dans un univers parsemé de pièges : la loyauté envers le ministre, la neutralité politique et les erreurs qui pourraient embarrasser le gouvernement. En 1912, Joseph-Ernest Laforce offre par exemple à l'abbé Caron de travailler avec lui au gouvernement fédéral et de recevoir ainsi un meilleur traitement. Laforce est un adversaire du gouvernement Gouin. Caron refuse et se dit entièrement satisfait de son sort à Québec. Que le premier ministre dévoile lui-même en Chambre cet échange de lettres entre Laforce et Caron n'est pas anodin. Ce geste lui permet de démontrer la loyauté du missionnaire et d'affirmer sa confiance en lui devant ses adversaires politiques<sup>40</sup>.

Mais être neutre ne suffit pas : il ne faut pas même prêter flanc à un soupçon de couleur politique. En janvier 1931, M<sup>gr</sup> Georges Courchesne, évêque de Rimouski, est d'abord satisfait d'obtenir du Cabinet la nomination de son candidat Charles Pelletier comme MCO du Témiscouata<sup>41</sup>. Mais très vite, « une avalanche de protestations » s'abat sur le ministre Hector Laferté, dont celles du très influent Jean-François Pouliot, député libéral fédéral de la région. Celui-ci prétend que l'abbé Pelletier appartiendrait à une famille conservatrice et aurait manœuvré contre lui aux dernières élections. Le prêtre proteste, mais préfère retourner à sa cure, écrit le ministre Hector Laferté, pour « ne pas s'exposer à des tracasseries et des ennuis que mon département aurait été obligé aussi de supporter<sup>42</sup> ». Finalement, M<sup>gr</sup> Courchesne accepte la nomination de l'abbé Léo-Pierre Bernier, candidat plus consensuel, à la suggestion du sous-ministre Louis-Arthur Richard<sup>43</sup>. Un choix en apparence acceptable pour l'évêque ne suffit manifestement pas.

L'instrumentalisation politique par le gouvernement des MCO les oblige à une grande prudence. Les membres du clergé ont-ils une place dans l'administration publique ? Jamais la question n'est soulevée en Chambre. Le « fonctionnarisme clérical » va devenir préoccupant à partir de 1932 pour les autorités. Avant cela, seul le *Bulletin des agriculteurs*, un adversaire du gouvernement, critique la situation en termes très clairs : « Pour l'honneur du clergé, il est des prêtres qui doivent s'interdire certaines besognes, même pour une pitance du gouvernement<sup>44</sup>. »

40. *Débats de l'Assemblée législative*, 13 novembre 1913.

41. ADR, G. Courchesne à H. Laferté, 10 janvier 1931 ; ADR, *Copie du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 16 janvier 1931, approuvé par le Lieutenant-gouverneur, le 17 janvier 1931*.

42. ADR, C. Pelletier à G. Courchesne, 12 février 1931 ; H. Laferté à G. Courchesne, 12 février 1931.

43. ADR, L.-A. Richard à G. Courchesne, 9 juillet 1931.

44. *Débats de l'Assemblée législative*, 4 mars 1925. Nous n'avons pu retrouver cet article pourtant cité et dénoncé énergiquement en Chambre par le gouvernement.

### La réorganisation et de nouvelles expériences (1930-1932)

La crise économique et les discours en faveur du retour à la terre poussent des milliers d'individus à partir trouver leur subsistance en milieu de colonisation<sup>45</sup>. Parlant au nom de ses confrères, l'abbé Bergeron confesse en juin 1931 que la «poussée irrésistible vers les terres neuves» les a pris par surprise et que choisir les colons «est si difficile que les anges eux-mêmes seraient exposés à se tromper<sup>46</sup>».

Le gouvernement Taschereau réagit en nommant des MCO au Témiscamingue (1930) et au Témiscouata (1931). Dans le premier cas, l'abbé Louis-Zéphirin Moreau écrit que, dès l'ouverture de son bureau, «il a été pris d'assaut, et cette popularité s'est continuée, puisque après un an, je n'ai pu avoir une semaine de repos peut-être légitime<sup>47</sup>». La nomination de l'abbé Charles Pelletier au Témiscouata survient quant à elle parce que l'abbé Émile Sirois, MCO de Rimouski, paraît lui aussi débordé<sup>48</sup>. Une réorganisation complète des activités des MCO est nécessaire. La création du Service des missionnaires, dirigé de Québec par l'abbé Bergeron, favorise une meilleure coordination de leurs activités dans ce contexte d'effervescence.

À l'été 1931, la démission de l'abbé Pelletier oblige le MCO Georges-Marie Bilodeau à s'occuper temporairement du Témiscouata. Il y dirige des centaines de colons de concert avec les responsables du ministère de la Colonisation. Ils préparent des campements-dortoirs et des réfectoires, exploitent trois scieries mobiles pour bâtir les maisons et transportent les familles. Les colons sont payés pour défricher les chemins, on leur distribue des grains de semences et des subventions spéciales, dites «primes missionnaires».

L'ampleur de «l'Établissement», terme désignant cet épisode, «met en haleine tout un département, des missionnaires colonisateurs, des inspecteurs et des agents des terres, des ingénieurs, des arpenteurs-géomètres, etc.<sup>49</sup>». À la fin de l'été, l'abbé Bilodeau reçoit l'aide du nouveau MCO res-

45. Sur ce désarroi et le discours du retour à la terre comme solution à la crise, voir R. Laplante, *L'expérience de Guyenne*, p. 118-139.

46. *Rapport...finissant le 30 juin 1931*, p. 80.

47. *Rapport...finissant le 30 juin 1931*, p. 106. Pour un bref résumé de l'action de Moreau en 1931, voir Marc Riopel, *Le Témiscamingue: son histoire et ses habitants* (Montréal, Fides, 2002), p. 118.

48. ADR, G. Courchesne à H. Laferté, 10 janvier 1931.

49. «Mémoires de Jean Colon», *Le Saint Laurent*, 28 décembre 1933, p. 1. Bernier raconte l'Établissement dans 21 articles publiés sous le pseudonyme de Jean Colon dans *Le Saint-Laurent* (21 décembre 1933 au 11 mai 1934). Voisine et Gosselin affirment qu'il s'agit bien de Bernier, opinion que nous partageons en raison d'une comparaison attentive de ses rapports annuels de MCO et des articles du Saint-Laurent. Nive Voisine et Sylvain Gosselin (dir.), *Le clergé de l'archidiocèse de Rimouski* (Rimouski, Archevêché de Rimouski, 2004),

ponsable du Témiscouata, Léo-Pierre Bernier. Ensemble, ils auraient favorisé jusqu'en octobre 1931 l'installation de plus de 600 chefs de famille<sup>50</sup>.

M<sup>gr</sup> Courchesne demande la nomination de MCO supplémentaires, mais le ministre Laferté répond que « le personnel dans ce service semble actuellement suffire à la besogne<sup>51</sup> ». En réalité, autant de responsabilités placent les MCO et le clergé colonisateur sur la ligne de front. Pour Stanek, ces prêtres assument en fait l'administration des colonies : répartition de l'aide gouvernementale, distribution de secours directs, arbitrages locaux grâce à leur ascendant spirituel. Ce n'est qu'avec le plan Vautrin (1934) que le personnel laïque du ministère va s'occuper de ces aspects qui semblent davantage être du ressort de l'administration publique. En effet, des pouvoirs aussi étendus rendent MCO et prêtres-colons très vulnérables. Leur capacité discrétionnaire de refuser un avantage ou d'accepter une demande de secours direct « engendre des frustrations qui rejaillissent sur les membres du clergé<sup>52</sup> ». De nombreuses plaintes dirigées contre eux « concernant des injustices réelles et imaginaires sont adressées au ministre ou à l'évêque<sup>53</sup> ».

Ces problèmes embarrassent les autorités. Fin 1931, le sous-ministre Richard écrit à M<sup>gr</sup> Courchesne qu'il persiste à croire qu'« il est des choses que l'on peut confier difficilement à d'autres qu'au missionnaire », car, contrairement aux fonctionnaires, il agit « en dehors des pressions politiques toujours possibles<sup>54</sup> ». La pensée des deux hommes évolue cependant durant les mois suivants. L'évêque doit en effet retirer au MCO Sirois la distribution des secours directs et de tous les « embarras de l'administration » au profit d'un employé laïque du gouvernement à la suite d'accusations de partialité lancées par un autre prêtre<sup>55</sup>. Puis, Richard est à son tour entraîné dans des conflits surgissant entre MCO et députés au sujet de l'administration de fonds publics, ce qui le pousse à dire au ministre Laferté :

p. 302 ; « Mémoires de Jean Colon », *Le Saint-Laurent*, 19 avril 1934, p. 1. Rumilly relate les origines de ce mouvement de 1931, tandis que Stanek en fait un bilan. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec* (Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1959), vol. 32, p. 145 ; O. Stanek, « Crise et colonisation... », p. 208-210.

50. *Rapport... finissant le 30 juin 1931*, p. 126. Réalisée entièrement par le gouvernement du Québec, l'organisation logistique de ce mouvement annonce celle beaucoup plus ambitieuse du plan Vautrin (1935-1936).

51. ADR, H. Laferté à G. Courchesne, 1<sup>er</sup> et 14 octobre 1931.

52. O. Stanek, « Crise et colonisation... », p. 230.

53. O. Stanek, « Crise et colonisation... », p. 230.

54. ADR, L.-A. Richard à G. Courchesne, 9 décembre 1931.

55. ADR, J.-A. Gendron à L. Guimond, 27 novembre 1931 ; L.-A. Richard à H. Laferté, 14 septembre 1932.

[N]e vaudrait-il pas mieux enlever complètement aux missionnaires l'administration des fonds publics qu'un laïque peut d'ailleurs administrer aussi bien qu'eux ? Nous ferions ainsi cesser toute cause possible de conflit entre député et missionnaires et nous éviterions en même temps toutes les critiques, fondées ou abusives que l'on entend quelquefois chez les laïques sur l'administration faite par les membres du clergé. Le champ d'action resterait encore assez vaste pour occuper l'activité et la bonne volonté de nos missionnaires. Il y aurait le réconfort moral à apporter aux colons. Il y aurait le recrutement des meilleurs éléments à diriger vers la terre. Il y aurait toute la série possible des recommandations à faire au département<sup>56</sup>.

Abondant dans le même sens, l'évêque recommande de son côté au ministre de confier ces tâches à ses fonctionnaires pour éviter « au député et au missionnaire un odieux qui rejaillit toujours contre l'autorité qu'ils représentent, civile ou religieuse<sup>57</sup> ».

Que ce soit au Parlement, au ministère ou sur le terrain, la marge de manœuvre d'un MCO est donc très mince. L'absence de séparation nette entre statut sacerdotal, administration de fonds publics et influence politique provoque sans nul doute une confusion des genres.

#### **LES PLANS GORDON ET VAUTRIN : TIRAILLEMENTS ET TRANSITIONS (1932-1936)**

Le « plan Gordon » de 1932 marque l'instauration d'un nouveau modèle de peuplement dit de « colonisation dirigée » par les gouvernements supérieurs. La structure d'organisation mise sur pied pour gérer le recrutement, le transport et l'installation de chômeurs urbains – l'« appareil colonisateur » – conduit à l'établissement de milliers d'entre eux en Abitibi et au Témiscamingue.

Or, l'évêque du diocèse dont font partie ces régions, M<sup>gr</sup> Louis Rhéaume, voit son organisation locale de colonisation, axée sur les MCO du Témiscamingue et de l'Abitibi, bousculée par la mise en œuvre de cette nouvelle politique<sup>58</sup>.

56. ADR, L.-A. Richard à H. Laferté, 14 septembre 1932.

57. ADR, H. Laferté à G. Courchesne, 14 septembre 1932. L'évêque écrit son opinion sur cette lettre.

58. Si l'historiographie est abondante sur le plan Gordon, seul Gaston Carrière traite particulièrement du point de vue de M<sup>gr</sup> Rhéaume. Nous approfondissons l'analyse du fonctionnement des deux organisations et des tensions qui naissent entre elles. G. Carrière, *L'arpenteur du bon Dieu : Monseigneur Louis Rhéaume, O. M. I. (1873-1955) Évêque de Timmins* (Montréal, Rayonnement, 1950), p. 69-74. Sur le fonctionnement général et les résultats de cette initiative, voir Roger Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1972, p. 23-31. Pour les réactions et les aspects idéologiques liés à Gordon, voir R. Laplante, *L'expérience de Guyenne*, p. 138-157.

### Le plan Gordon (1932-1935)

En juillet 1932, l'entente tripartite communément appelée « plan Gordon » est signée par les gouvernements fédéral, provincial et certaines municipalités. À hauteur de 200 \$ chacun, les trois ordres de gouvernement s'engagent ainsi à fournir 600 \$ par famille pour les établir sur des terres libres<sup>59</sup>.

Sur le plan logistique, les municipalités sont chargées de recruter les aspirants-colons que les gouvernements supérieurs font transporter par train jusqu'à leur colonie d'accueil. De 1932 à 1935, environ 91 % des 5955 personnes établies par ce système le sont en Abitibi et au Témiscamingue<sup>60</sup>. Cet afflux dérange l'organisation locale de M<sup>gr</sup> Rhéaume, centrée sur ses deux MCO, qui perd en partie le contrôle du peuplement dans son diocèse. L'évêque craint que le plan Gordon ne soulage les grandes villes que « pour rejeter le fardeau » sur ses épaules, et proteste contre le fait que tout soit planifié de l'extérieur sans qu'il n'ait été consulté<sup>61</sup>.

À titre d'exemple, devant l'arrivée de centaines de familles à Villemontel (Abitibi) à l'automne 1932, le MCO Charles Minette affirme qu'il n'a « rien à voir dans le choix de ces colons, dans leur réception, dans l'attribution de leurs lots, dans la direction de leurs travaux et surtout dans la distribution de leurs octrois<sup>62</sup> ». Tout est accompli par les employés du ministère de la Colonisation. Cette intrusion dans les sphères d'activité du MCO est caractéristique de l'implantation de l'appareil colonisateur.

À Rivière-Solitaire (Témiscamingue), le MCO Louis-Zéphyrin Moreau aurait d'abord jugé « irréalisable » l'ouverture d'une colonie à l'automne et aurait même prédit un « fiasco », selon un fonctionnaire sur le terrain qui informe le sous-ministre Louis-Arthur Richard. L'accueil réussi des colons, selon ce fonctionnaire, aurait cependant forcé l'abbé Moreau à « dire que c'était un succès ». Même M<sup>gr</sup> Rhéaume aurait été « si surpris et enchanté de tout ce qu'il voyait » qu'il aurait déclaré que « c'était la première fois qu'un mouvement était si bien réussi<sup>63</sup> ».

Quoi qu'en dise ce fonctionnaire, de nombreux colons abandonnent durant l'hiver 1933 par inaptitude ou par manque d'argent. Et voilà qu'en

59. L'origine de cette entente est une loi fédérale de secours aux chômeurs urbains parrainée par le ministre fédéral du Travail, Wesley Ashton Gordon, *Statuts du Canada*, 1932, c. 36. Les municipalités ont le choix de bénéficier ou non de cette politique.

60. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », p. 29. Cette page contient une coquille importante : à la colonne « Nombre de dépendants », ligne « Abitibi », il faut lire « 2304 » au lieu de « 304 ».

61. G. Carrière, *L'arpenteur du bon Dieu*, p. 69.

62. « Mise au point », *La Gazette du Nord*, 14 octobre 1932, p. 1.

63. Archives du Séminaire de Nicolet (ASN), Fonds Hector Laferté, F040/H, J.-S. Marcotte à L.-A. Richard, 7 novembre 1932.



février, le gouvernement Taschereau ampute de 25 % le budget de la Colonisation<sup>64</sup>. Tout cela pousse M<sup>gr</sup> Rhéaume à dénoncer en pleine église d'Amos ces colonies du plan Gordon qui sont « une épine au flanc de notre organisation générale » et devront être secourues pour éviter des « tragédies regrettables pour la réputation de notre province<sup>65</sup> ».

L'évêque avait pourtant informé le ministre Hector Laferté dès juillet 1931, par le biais de ses MCO, que son diocèse pouvait accueillir de nouveaux colons à condition qu'ils ne deviennent pas « des charges pour nos paroisses actuelles<sup>66</sup> ». Au sein de l'épiscopat, M<sup>gr</sup> Rhéaume paraît isolé lorsqu'il avertit en mai 1934 le cardinal Rodrigue Villeneuve en ces termes :

Les organisateurs de votre Retour à la terre devront s'attendre à une déception MONSTRE comme d'ailleurs tous ceux qui ont touché cette question depuis deux ans. Les gens des villes voient à leur angle ce Retour, nous sur place nous n'avons qu'à subir ce qui nous est imposé. Depuis deux ans, j'ai dépensé une fortune de quatre chiffres et j'ai eu exactement \$175 en dons<sup>67</sup>.

D'autres évêques s'en tirent mieux. M<sup>gr</sup> Courchesne, par exemple, obtient du ministère que le diocèse de Rimouski soit fermé au plan Gordon et réservé exclusivement aux colons locaux, son organisation étant déjà aux prises avec des « indésirables » venus de l'extérieur durant l'Établissement de 1931. Même position pour M<sup>gr</sup> François-Xavier Ross, évêque de Gaspé, qui peut invoquer, contrairement à M<sup>gr</sup> Rhéaume, le peu de terres colonisables dans son diocèse<sup>68</sup>. Le gouvernement ne va cependant pas jusqu'à accorder à M<sup>gr</sup> Courchesne la nomination d'un troisième MCO ; ce précédent, lui écrit le sous-ministre Richard, « pourrait nous conduire loin surtout dans les régions de l'Abitibi et du Témiscamingue, où le territoire est vaste et où le mouvement de colonisation a une ampleur peu ordinaire<sup>69</sup> ».

En somme, M<sup>gr</sup> Rhéaume et les membres de son clergé colonisateur voient leur diocèse devenir le champ d'intervention d'une politique mal préparée, imposée de l'extérieur pour régler un problème de chômage urbain qui ne les concerne pas. Or, s'il paraît évident que l'Église n'est pas partenaire des gouvernements dans le cadre du plan Gordon, il faut retenir que se déploie un appareil colonisateur dont la portée surpasse le territoire

64. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », p. 19. C'est la première fois en 34 ans que le gouvernement du Québec annonce un déficit. *Débats de l'Assemblée législative*, 9 février 1933.

65. Pierre Trudelle, *L'Abitibi d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui* (Amos, Chez l'auteur, 1937), p. 231. Cet auteur est le secrétaire du MCO Minette.

66. « Réunion de colonisateurs », *Gazette du Nord*, 10 juillet 1931.

67. ACSAP, F120/586-7, L. Rhéaume à J.-M.-R. Villeneuve, env. mai 1934.

68. O. Stanek, « Crise et colonisation... », p. 220-221.

69. ADR, L.-A. Richard à G. Courchesne, 18 octobre 1935.

de compétence traditionnelle des MCO tout en assumant certaines de leurs responsabilités.

### **Le plan Vautrin (1934-1936)**

Cette cohabitation malaisée, qui marque les deux premières années de la « colonisation dirigée », n'est qu'une transition vers une politique de colonisation plus ambitieuse. Annoncé fin 1934 par le nouveau ministre de la Colonisation Irénée Vautrin, le « plan Vautrin » est une initiative du seul gouvernement du Québec, dotée d'un budget de 10 millions de dollars réparti sur une période de deux ans, qui crée un appareil colonisateur encore plus perfectionné qu'auparavant.

Cette fois, le clergé est partenaire à part entière du gouvernement. Une loi élargit les pouvoirs des sociétés de colonisation, créées par l'évêque de chaque diocèse, et leur donne le contrôle quasi exclusif du recrutement des colons sur leur territoire<sup>70</sup>. Une subvention annuelle du gouvernement permet à ces sociétés de mobiliser leurs ressources vers les colonies qu'elles fondent dans les cantons que leur attribue le ministère. Celui-ci assure l'arpentage des lots, le transport et l'accueil des colons. Point important, ces derniers sont accompagnés par de nouveaux missionnaires-colonisateurs, nommés par l'évêque, qui agissent sous la seule autorité de leur société de colonisation pour faire le lien entre le diocèse et la colonie nouvellement fondée<sup>71</sup>.

Quelle est la position de M<sup>gr</sup> Rhéaume à l'égard du plan Vautrin ? À première vue, il semble s'agir d'un nouvel envahissement de l'Abitibi et du Témiscamingue puisque 25 cantons y seront ouverts au peuplement (contre 4 par le plan Gordon) et confiés aux soins des sociétés de colonisation des autres diocèses<sup>72</sup>.

En réalité, beaucoup d'écueils du plan Gordon ont été éliminés durant le congrès de colonisation d'octobre 1934 organisé par Vautrin. Les MCO y jouent un rôle important et représentent les évêques. M<sup>gr</sup> Rhéaume y a dépêché le MCO Léonidas Leroux et son prédécesseur, Louis-Zéphirin Moreau, qui réclament d'être partie prenante de la nouvelle politique et obtiennent plusieurs garanties du ministre : élimination de l'influence politique sur le choix des candidats, arrivée des colons au printemps et non à l'automne, et surtout, que le « véritable représentant officiel » (c'est-

70. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », p. 139. Le gouvernement maintient deux bureaux de recrutement (Montréal et Québec). F. Lemieux, « Les missionnaires-colonisateurs... », p. 127-128.

71. Sur leur rôle, voir F. Lemieux, « Les missionnaires-colonisateurs... », p. 40-42.

72. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », tableau 7, p. 153.

à-dire le MCO) d'une région ait le dernier mot sur la sélection des aspirants-colons du plan Gordon<sup>73</sup>.

Pour l'abbé Moreau, cette position est basée sur des « faits » et « une expérience que d'autres n'ont pas ». M<sup>gr</sup> Rhéaume ne désire que collaborer, renchérit l'abbé Leroux, mais le plan Gordon les oblige à « endurer pendant des années » des « éléments de faiblesse » qu'un bon recrutement aurait pu éviter. En somme, il s'agit de « nous protéger », conclut Moreau, tout comme Montréal l'a fait en retournant ses chômeurs à la terre<sup>74</sup>.

Le plan Vautrin représente donc un nouveau partenariat Église-État. Il garantit davantage de ressources à l'organisation de M<sup>gr</sup> Rhéaume et une meilleure concertation des acteurs en présence. Sur le terrain, les MCO s'intègrent cette fois à un appareil colonisateur amélioré en tant qu'agents locaux pour les sociétés de colonisation, leurs nouveaux missionnaires-colonisateurs et le ministère<sup>75</sup>.

L'année 1935 est le moment fort de cette politique, en Abitibi surtout. À lui seul, le MCO Minette affirme qu'il aurait contribué à l'établissement de 1600 chefs de famille venant de l'extérieur de l'Abitibi. Au-delà des nombres qu'ils avancent, les derniers rapports officiels des MCO de toutes les régions témoignent de leur participation active au plus grand mouvement de colonisation qu'a connu le Québec.

### UNE ANNÉE DE BOULEVERSEMENTS (1936)

À la fin de l'été 1936, le contexte politique marqué par l'élection du gouvernement Duplessis est porteur de signes avant-coureurs d'une profonde remise en question de l'orientation des politiques de colonisation.

#### Le clergé et l'agitation politique

Les nombreux ratés du plan Vautrin contribuent en partie à la quasi-défaite électorale du gouvernement Taschereau en novembre 1935. La campagne électorale mouvementée voit quelques prêtres déclarer publiquement leur antipathie à l'endroit du gouvernement Taschereau. Ces interventions soulèvent par la suite des débats sur le rôle politique du clergé et rappellent à certains égards les querelles de l'influence indue du siècle précédent.

73. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », p. 116-120. Prévu pour se terminer en 1934, le plan Gordon est prolongé d'une année.

74. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », p. 116-120.

75. R. Barrette, « Le plan de colonisation Vautrin », p. 42. M<sup>gr</sup> Ross définit par ces mêmes mots le rôle de l'abbé Zénon Desrosiers qu'il nomme MCO en mars 1935. « Une lettre de S. Exc. M<sup>gr</sup> Ross à son clergé », *Progrès du Golfe*, 29 mars 1935, p. 6.

S'il a été démontré que ces interventions sont amplifiées par les journaux libéraux et les plaintes du premier ministre<sup>76</sup>, le cardinal Villeneuve recommande néanmoins en janvier 1936 la plus grande prudence à son clergé :

Ici ou là, on a parlé de force occulte à démasquer, de robes noires qu'on a menacé d'affronter ou de retrancher de la vie politique. Propos d'autant plus graves et mêmes impertinents, qu'ils auraient pu mettre en cause l'autorité ecclésiastique elle-même, à savoir, celle des Évêques, alors qu'il était notoire et qu'on a dû positivement reconnaître que les Ordinaires [...] n'avaient rien fait de plus que de recommander l'honnêteté morale dans l'exercice du suffrage populaire. Mais ce sentiment injuste, exprimé publiquement et avec vigueur, s'est diffusé partout et n'a pas été rétracté. Et il s'en est suivi, en de trop nombreux milieux, des accès de mauvaise humeur, de colère, voire d'anticléricalisme verbal, ou même, chez quelques rares individus, une sorte de grève religieuse, et la manifestation de sentiments d'irrégion, qui s'étaient jusque-là contenus<sup>77</sup>.

En mai, la tension politique augmente avec la tenue de l'enquête du Comité des comptes publics au parlement de Québec. Duplessis fait du ministère de la Colonisation une cible de choix<sup>78</sup>, et l'un des témoins convoqués est le MCO Georges-Marie Bilodeau. Ce sera le seul prêtre à comparaître. Duplessis, qui rudoie souvent ceux qu'il questionne, interroge plutôt Bilodeau avec précaution et sur un aspect en particulier : Vautrin ou ses subordonnés auraient-ils pu gonfler son allocation de dépenses à l'insu du missionnaire ? Bilodeau répond brièvement qu'il s'agit d'oui-dire et qu'il a toujours surveillé ses affaires de près, et Duplessis met rapidement un terme à l'interrogatoire<sup>79</sup>.

En dépit de sa modération, Duplessis instrumentalise à son tour un prêtre contre un adversaire politique. Bilodeau ne peut quant à lui confronter Duplessis, ni être déloyal envers son ministre en révélant quoi que ce soit. Ce serait à la fois s'incriminer et « faire de la politique ».

Cet épisode témoigne que le contexte semble devenu défavorable à la présence de prêtres fonctionnaires au ministère de la Colonisation. Quand l'Union nationale prend le pouvoir en août 1936, les évêques sont sur le point de prendre une décision à ce sujet, si ce n'est déjà fait.

76. Alexandre Dumas, « "Influence indue" : la participation du clergé catholique aux élections québécoises de 1935 », *Bulletin d'histoire politique*, 22, 2 (hiver 2014), p. 139-150.

77. *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, vol. 15 (Québec, 1940), p. 24.

78. R. Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps. 1890-1944* (Montréal, Fides, 1973), p. 228-239.

79. *Enquête du comité des comptes publics*, 8 mai 1936, p. 81-84.

### **De profonds changements administratifs**

Mettant fin au plan Vautrin, le nouveau gouvernement Duplessis introduit un changement d'orientation dans les politiques de colonisation. La faible reprise économique qui s'amorce au Québec laisse craindre un mouvement de reflux des colons vers les villes. Pour l'éviter, le ministre de la Colonisation, Henry L. Auger, signe en décembre 1936 une entente commune avec Norman Rogers, ministre fédéral du Travail, qui rappelle le plan Gordon. Le « plan Rogers-Auger » a pour objectif de consolider les colonies existantes en comblant les vides causés par les abandons de colons au lieu d'en fonder de nouvelles.

Pour notre étude, la perspective offerte par ce changement de cap gouvernemental semble très générale, mais ses répercussions se font sentir dans l'organisation du ministère. D'abord, celui-ci n'échappe pas aux licenciements massifs qui secouent toute l'administration publique québécoise avec l'arrivée du nouveau gouvernement. Ensuite, sa réorganisation complète réalisée durant l'automne 1936 met fin, selon Lecours, à des années de croissance interne désordonnée de services comparables à des « mini-ministères », aux compétences enchevêtrées et intervenant séparément sur le terrain<sup>80</sup>. L'ampleur du plan Vautrin a obligé le ministère à augmenter ses effectifs et à se restructurer précipitamment durant l'exécution même du programme, ce qui a fait éclater ses structures administratives traditionnelles<sup>81</sup>.

La réorganisation du ministre Auger s'accompagne de réductions de dépenses qui se font sentir jusqu'en Abitibi<sup>82</sup>. Le MCO Minette est le seul de son groupe à commenter prudemment ces chambardements dans son rapport annuel au ministre (26 septembre 1936) :

Dans le moment, tous les octrois sont suspendus pour permettre une enquête complète de la situation. C'est très bien ; on tirera profit de l'expérience faite, et on tâchera de faire encore mieux au printemps prochain. [...] Peut-être jugerez-vous à propos de modifier nos plans actuels, après enquête. L'expérience nous a appris bien des choses, entre autres, qu'il ne faut pas trop improviser à la course, qu'il faut aussi se garder d'une centralisation à outrance pour les territoires éloignés de Québec. Vos officiers de l'Abitibi et, en particulier, votre

80. Marc Lecours, « Histoire de l'administration québécoise : secteur colonisation », Rapport préparé à l'Université de Montréal, 1972, p. 41.

81. M. Lecours, « Histoire de l'administration québécoise... », p. 44.

82. F. Lemieux, « Les missionnaires-colonisateurs... », p. 93-94.

missionnaire, ne demandent qu'à collaborer de tout cœur avec la direction centrale bien renseignée<sup>83</sup>.

Des changements s'annoncent, mais lesquels ? Aucune source, il faut le souligner, ne révèle explicitement la nature des décisions gouvernementales subséquentes. Seul un entrefilet du *Devoir* (29 septembre 1936) dévoile le premier que le gouvernement « modifierait le mode actuel d'emploi des missionnaires colonisateurs » en ne les payant plus directement : il confierait plutôt « un certain montant aux autorités diocésaines, qui nommeraient les missionnaires voulus, lesquels relèveraient directement et uniquement des autorités diocésaines et non plus du gouvernement »<sup>84</sup>. Cette orientation se précise début octobre ; *La Gazette du Nord* précise qu'il n'y a « pas besoin de passer une loi à cet effet. Cette question est du ressort du ministre de la Colonisation et telle est, paraît-il, la décision qu'il a prise »<sup>85</sup>.

Si bien que, le 15 octobre 1936, par une décision des autorités qui l'ont fait naître, la fonction de missionnaire-colonisateur officiel cesse d'exister<sup>86</sup>. Paradoxalement, l'abbé Georges-Marie Bilodeau confie deux jours plus tard au cardinal Villeneuve que le sous-ministre Joseph-Ernest Laforce lui a quand même offert de demeurer au service du ministère<sup>87</sup>. Le supérieur lui répond :

Il ne paraît pas digne ni pour vous ni pour moi de consentir aux démarches de Monsieur Laforce. Le problème se reposera tôt ou tard, car je sais que le nouveau Gouvernement ne tient pas à avoir de prêtres comme employés de Ministères. Faut-il alors quémander ? J'ajoute que le milieu gouvernemental n'est pas de soi favorable à la vie sacerdotale. Enfin, je ne saurais comment légitimer auprès des autres Évêques, après la résolution commune qui a été prise, l'autorisation que je vous donnerais. [...] Et puis, vous serez plus heureux à faire du bien et à travailler plus librement dans un presbytère. Voilà mon sentiment<sup>88</sup>.

83. *Rapport... finissant le 30 juin 1936*, p. 33. À première vue, cette source est datée du 30 juin 1936, mais elle est publiée durant l'automne puisque l'abbé Minette signe son compte rendu le 26 septembre.

84. « Les missionnaires-colonisateurs », *Le Devoir*, 29 septembre 1936, p. 3.

85. « Les missionnaires-colonisateurs », *La Gazette du Nord*, 2 octobre 1936, p. 8. Seuls quelques hebdomadaires régionaux publient cet entrefilet.

86. « Les missionnaires colonisateurs », *Le Soleil*, 7 octobre 1936, p. 1.

87. Bilodeau spécifie lui-même préférer « et de beaucoup sortir de la colonisation ». AAQ, Fonds Nécrologie Georges-Marie Bilodeau, 39CD, G.-M. Bilodeau à J.-M.-R. Villeneuve, 17 octobre 1936.

88. ACSAP, F120/586-24, J.-M.-R. Villeneuve à G.-M. Bilodeau, 19 octobre 1936. Il est important de souligner que nous n'avons pas trouvé cette « résolution commune » des évêques. Quelques jours après, Bilodeau est nommé curé de Rivière-à-Pierre (Portneuf). Au final, seuls deux prêtres qui « ont l'excuse de l'âge » demeureront au ministère, mais loin de l'avant-scène. L'abbé Jean Bergeron n'assume plus que la responsabilité de la « Section des secours et fins cultuelles » (dont il s'occupait depuis 1931 pour répondre

Quelle est cette résolution commune des évêques? Comme pour la décision du gouvernement, nous n'avons pu en retrouver trace. Cet obstacle de taille nous a obligé à recourir à un ensemble de sources et d'indices indirects pour reconstituer la séquence des événements, proposer une analyse des conséquences et en saisir la portée.

À qui sont redistribuées les responsabilités des MCO? La réponse se trouve dans la mise sur pied du nouveau « Service de l'extérieur » du ministère de la Colonisation, qui entreprend ses activités en janvier 1937. Il réunit tous les employés de terrain à travers la province et agit tel un organisme de contrôle interne à la tête d'une structure administrative divisant la province en 16 « districts » de colonisation. Chacun est dirigé par un chef de district, qui réunit sous son autorité des responsabilités jusque-là dispersées entre plusieurs services. Il dirige tous les employés du territoire sous sa compétence<sup>89</sup>. En somme, le chef de district hérite des dernières tâches encore aux mains des MCO durant le plan Vautrin (travaux de chemins de colonisation, établissement de fils de cultivateurs, accueil des colons, inspections et gestion des primes)<sup>90</sup>.

Du coup, les chefs de districts deviennent les seuls représentants officiels du ministère d'un territoire clairement délimité et au sein d'une structure administrative modernisée. Il n'y a plus d'interférence avec des membres du clergé qui relevaient de deux autorités (évêque et ministre), qui jouissaient d'un statut particulier depuis 1911 par le politique et qui intervenaient au nom du ministère sur un territoire aux limites somme toute assez floues, correspondant soit à une région ou à des « comtés » situés en tout ou en partie à l'intérieur d'un diocèse<sup>91</sup>.

La persistance des MCO jusqu'en 1936 cache en réalité une érosion progressive de leur position par l'appareil colonisateur, qui prend en charge pratiquement toutes leurs sphères d'activités traditionnelles. Utiles pendant longtemps, ils sont remplacés par un autre modèle de colonisation, fruit d'un nouveau partenariat Église-État et d'une phase de modernisation administrative. Dans ce système, le gouvernement n'est plus employeur d'aucun missionnaire-colonisateur. Ils sont sous la responsabilité exclusive

aux demandes de subventions des diocèses pour la construction et l'entretien d'édifices cultuels) jusqu'à son décès en 1956, tandis que l'abbé A.-S. Deschênes occupe un poste indéterminé jusqu'en 1939.

89. *Rapport... finissant le 30 juin 1937*, p. 3-5 et 89-90.

90. M. Lecours, « Histoire de l'administration québécoise... », p. 30-32. *Rapport... finissant le 30 juin 1930*, p. 3, 97, 101, 271 et 365.

91. Dans leurs rapports, les MCO évoquent indifféremment ces entités territoriales, ce qui complique la délimitation de leur zone de compétence. En plus, certains comme l'abbé Bergeron travaillent aux quatre coins de la province. *Rapport... finissant le 30 juin 1930*, p. 21, 49, 71, 231, 271 et 301.

de chaque société diocésaine de colonisation, et leurs dépenses sont payées à même la subvention annuelle du gouvernement pour recruter des colons, les accompagner et voir au développement des colonies fondées par leur diocèse – en Abitibi surtout. Les autorités semblent juger que cette formule est mieux adaptée, car elle va prévaloir jusque dans les années 1950.

### **De possibles abus du « fonctionnarisme clérical »?**

Au-delà de ces motifs, est-il possible que des raisons plus politiques aient mené au renvoi des MCO, qui évoluaient dans un univers parsemé de pièges, comme nous l'avons vu? Après tout, ils quittent leurs fonctions en même temps que de nombreux hauts fonctionnaires renvoyés pour leurs allégeances libérales, réelles ou supposées<sup>92</sup>.

L'hypothèse que les MCO aient été emportés pour les mêmes raisons apparaît dès lors séduisante. En effet, au-delà des couleurs politiques (connues ou non) des MCO et des hauts fonctionnaires, tous signent des rapports annuels qui passent en revue les réalisations de leur ministère et qui sont brandis comme des boucliers par le gouvernement Taschereau et sa presse partisane. Cette dernière les publie en mettant l'accent sur la crédibilité de leurs auteurs<sup>93</sup>.

Pour Duplessis, membre depuis 1927 de l'opposition, ces rapports annuels « plus ou moins utiles » renferment « des coups d'encensoir perpétuels pour les ministres » et enrichissent les imprimeurs libéraux comme *Le Soleil*<sup>94</sup>. Plus encore, ils sont l'œuvre d'une armée de fonctionnaires politisés dont l'expertise d'État est au service de la propagande du gouvernement Taschereau. Voilà pourquoi le nouveau premier ministre pratique une purge parmi eux et, surtout, fait subir une cure minceur draconienne aux publications annuelles des ministères<sup>95</sup>.

92. Citons seulement le cas de Gustave-C. Piché, chef du Service forestier du ministère des Terres et Forêts de 1907 à 1936. Patrick Blanchet, « Gustave-Clodomir Piché, père de la foresterie québécoise », *Revue à l'arbre* (octobre 2010), p. 4-5.

93. « L'œuvre des missionnaires-colonisateurs l'an passé », *Le Soleil*, 23 janvier 1925, p. 3. Ces articles vantant les MCO sont généralement appuyés par d'autres textes relatant les témoignages de colons satisfaits qui renforcent chez les lecteurs une perception favorable des politiques gouvernementales. Voir par exemple « On est satisfaits en Abitibi », *Le Soleil*, 17 janvier 1925, p. 13.

94. *Débats de l'Assemblée législative*, 16 octobre 1936.

95. Duplessis fait voter la *Loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique* (S. Q., 1936, c. 6) qui prévoit leur publication à la demande du gouvernement. Dans les faits, ce dernier continuera à les publier mais en version écourtée. Celui du ministère de la Colonisation pour 1935-1936, par exemple, n'est qu'un « résumé polygraphié » qui n'a rien des beaux volumes agrémentés de photographies produits par le gouvernement Taschereau. *Rapport... finissant le 30 juin, 1936*, Québec, 1937, p. 2.



Les MCO ont-ils été congédiés pour des motifs semblables ? Dans une lettre qu'écrivit M<sup>gr</sup> Albert Tessier, supérieur du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, à l'abbé Félix-Antoine Savard en 1938, il est mentionné que « certains abus de fonctionnarisme clérical ont poussé les autorités à restreindre le plus possible le nombre de prêtres fonctionnaires<sup>96</sup> ». Cette affirmation pourrait être reliée à deux possibilités. Dans le Témiscouata d'abord, Stanek rapporte que le MCO Léo-Pierre Bernier et quelques prêtres-colons s'instituent contremaîtres des travaux de chômage et réclament des émoluments que le sous-ministre Richard finit par juger trop élevés. En 1934, ce dernier informe Bernier que la gourmandise de son groupe risque de « nous exposer à des critiques qui seraient peut-être plus ennuyeuses pour nos curés que pour nous-mêmes<sup>97</sup> ».

Autre possibilité, une enquête externe, commandée par Vautrin sur son ministère (novembre 1934), souligne que les MCO remplissent leur rôle, mais des dysfonctionnements administratifs font que les autorités n'ont « aucune idée précise » de leurs déplacements : « Attendu que vous recevez des comptes de dépense se montant jusqu'à \$200.00 par mois des Missionnaires, conclut l'enquêteur, il y a lieu de vérifier leur travail et d'exiger [...] des comptes de dépenses détaillés<sup>98</sup>. » Si rien n'est reproché aux MCO, cette enquête révèle surtout une absence générale de vérification au sein du ministère rendant le patronage incontrôlable, ce dont Duplessis tire parti à l'enquête du Comité des comptes publics<sup>99</sup>.

Ces pistes ne sont pas concluantes et Duplessis, plutôt que d'incriminer des membres du clergé, préfère dénoncer en avril 1937 leur instrumentalisation par l'ancien gouvernement Taschereau en disant qu'il « n'est pas bien de s'embusquer derrière des prêtres distingués pour faire de la politique<sup>100</sup> ».

En épilogue, la disparition des MCO vaut pour tous les diocèses. Pour combler ce vide, M<sup>gr</sup> Rhéaume nomme deux « missionnaires diocésains » en juillet 1937 qui n'interviennent pas dans l'administration du ministère de la Colonisation. Dans Rimouski, un missionnaire diocésain décrit

96. Division des archives de l'Université Laval, Fonds Félix-Antoine Savard, 123/3/2/4, A. Tessier à F.-A. Savard, 1<sup>er</sup> octobre 1938.

97. Archives de l'Université du Québec à Rimouski, Fonds Léo-Pierre Bernier, B1D1-25, L.-A. Richard à L.-P. Bernier, 6 décembre 1934 ; O. Stanek, « Crise et colonisation... », p. 231.

98. ASN, F040/H, Rapport de R. Choquette à l'honorable Irénée Vautrin, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, 28 novembre 1934, p. 10. Notre calcul de ces dépenses dans l'État des comptes publics (1930-1934) ne révèle pas d'anomalies notables. La seule information dont nous disposons sur Choquette est qu'il est *cost accountant*.

99. ASN, F040/H, Rapport de R. Choquette..., p. 4.

100. *Débats de l'Assemblée législative*, 30 avril 1937.

clairement cette limite : « N'oublions pas que le travail du missionnaire de la colonisation doit être surtout un travail de propagande et d'éducation. [...] Le missionnaire ne doit pas être considéré comme un agent distributeur de secours aux pensionnaires de l'État<sup>101</sup>. » L'épiscopat se tient également loin de ces questions. Durant l'hiver 1937, les évêques ont décliné « en vertu d'un principe de haute prudence sociale » l'invitation du ministre Auger de faire partie d'un conseil consultatif de colonisation qu'il souhaitait créer<sup>102</sup>.

Au Parlement, Duplessis répond à ceux qui le questionnent sur la disparition des MCO :

Nous avons jugé à propos, avec l'approbation du clergé, de décentraliser ce service qui coûtait cher. Si les missionnaires-colonisateurs ne travaillent plus au parlement, c'est dans l'intérêt public. Dans le passé, certains missionnaires-colonisateurs étaient casernés ici [...] par l'ancien gouvernement qui voulait les garder sur les lieux dans un but politique. Il y avait deux ou trois missionnaires-colonisateurs qui étaient empêchés ainsi de diffuser leur enseignement et leur zèle. Maintenant, les missionnaires diocésains font du ministère dans les centres de colonisation. [...] Ils nous sont d'un précieux secours<sup>103</sup>.

Beaucoup plus tard, le gouvernement Duplessis va pourtant employer à son tour quelques prêtres. En effet, la question ressurgit en 1947 quand l'abbé Arthur Fortier, directeur des Services sociaux du ministère de la Colonisation, est soupçonné par l'opposition libérale d'avoir participé à une campagne publicitaire de l'Union nationale<sup>104</sup>.

En Chambre, le député René Chaloult demande s'il n'avait « pas été entendu qu'il n'y aurait pas de prêtre dans le fonctionnarisme ». Sans le nier, le ministre Joseph-Damase Bégin affirme avoir jugé nécessaire d'avoir « un directeur des services sociaux au ministère et que cette tâche devait être confiée à un prêtre ». Il avoue qu'il lui a quand même fallu trois rencontres pour convaincre le cardinal Villeneuve d'en désigner un. L'intervention du chef de l'opposition, Adélard Godbout, livre une dernière clé pour clarifier cette question :

Nous ne sommes plus à l'époque du curé Labelle. [...] Je crois qu'associer aujourd'hui un prêtre à l'administration d'un ministère, c'est fournir à des organisateurs politiques la tentation de s'abriter derrière la soutane pour

101. « La colonisation au pays de Rimouski », *L'Écho du Bas Saint-Laurent*, 16 avril 1937, p. 5.

102. Le gouvernement libéral leur avait déjà fait la même offre. AAQ, J.-M.-R. Villeneuve à H. L. Auger, 9 février 1937.

103. *Débats de l'Assemblée législative*, 30 avril 1937.

104. Albert Rioux, *Je me souviens : mémoires d'Albert Rioux* (Québec, La Terre de chez nous, 1982), p. 43.

esquiver leurs responsabilités et attirer des critiques au clergé. C'est injuste pour le clergé. Ce n'est pas la première fois que j'exprime cette opinion, je l'ai déjà dit au cardinal Villeneuve. [...] Le clergé peut donner des directives, de l'inspiration dans les domaines sociaux et économiques, mais il n'est pas juste de le mêler à une organisation politique<sup>105</sup>.

Quand Godbout en aurait-il parlé avec Villeneuve? Peut-être à l'été 1936, quand il succéda à Taschereau, démissionnaire, et que les évêques réfléchissaient au retrait de leurs prêtres du ministère de la Colonisation<sup>106</sup>. Chose certaine, au-delà du verdict des urnes, tant Godbout que Duplessis et l'épiscopat ont semblé décidés à aller dans cette direction, marquant ainsi la fin d'une époque.

## CONCLUSION

« Pour donner des résultats, le travail de la colonisation doit être poursuivi dans une collaboration très intime entre le clergé et l'État. Si jamais cette précieuse collaboration devait manquer, la colonisation aurait vécu ses beaux jours dans la province de Québec<sup>107</sup>. » Ces mots du ministre Hector Laferté magnifient et résument bien l'importance symbolique de cette conception qui prévaut durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Chose certaine, si l'abolition de la fonction de missionnaire-colonisateur officiel en 1936 ne met évidemment pas un terme à la relation Église-État, faite de rapprochements et de tensions, elle témoigne néanmoins d'un changement d'orientation majeur dans ce domaine. Mais d'abord, que signifiait en elle-même cette intrigante décision? S'agissait-il d'une mésentente Église-État? Le discours des MCO, qui reste à analyser, laisse pourtant entendre qu'ils font beaucoup malgré des circonstances difficiles; le gouvernement semble quant à lui satisfait d'eux, du moins officiellement. L'absence de sources révélant clairement les raisons de leur renvoi aura somme toute été un obstacle fécond. Il a obligé à « chercher autour », à distinguer les particularités de l'expérience de ce groupe d'individus sur une période de 25 ans, et celles de leur milieu, pour comprendre la remise en question de leur rôle. Sa suppression n'apparaît alors que comme le symptôme de profondes mutations en cours, ainsi qu'une étape vers un

105. *Débats de l'Assemblée législative*, 10 mai 1947.

106. Cette hypothèse nous paraît plausible. En plus d'être premier ministre, Godbout était aussi ministre de la Colonisation. Sa défaite électorale d'août 1936 et le renvoi des MCO dans les semaines suivantes peuvent avoir rendu inutiles d'autres discussions à ce sujet avec Villeneuve.

107. *Rapport... finissant le 30 juin 1930*, p. IV.

nouvel arrimage Église-État dans la mise en œuvre des politiques de peuplement.

D'abord avantageux pour l'épiscopat et le gouvernement, le MCO connaît son âge d'or grâce au rôle qu'il occupe dans les stratégies de colonisation d'une époque où l'État est peu présent sur le front pionnier. Les bouleversements sociopolitiques de la crise contraignent par la suite les gouvernements à instaurer des politiques de retour à la terre plus globales, dotées de budgets et de ressources logistiques sans précédent qui transforment de fond en comble les stratégies de peuplement antérieures.

Après 1932, le MCO devient l'un des nombreux rouages d'un appareil colonisateur qui diminue progressivement le rôle traditionnel de cet agent jusqu'à l'absorber complètement. Sa disparition comme agent de développement régional n'est pourtant pas une rupture entre l'Église et l'État : elle témoigne plutôt du passage à une nouvelle stratégie de colonisation, concrétisée officiellement par le plan Rogers-Auger, qui s'accompagne d'une réorganisation administrative complète du ministère de la Colonisation.

Dans ce dernier processus, la sécularisation du personnel finit par être vue comme une nécessité par l'épiscopat et le gouvernement. L'historiographie n'avait été en mesure de l'établir jusqu'ici. Il est vrai qu'une fonction née de l'hybridation d'un prêtre représentant l'évêque et d'un employé du ministère, utilisé de surcroît comme caution politique par les gouvernements, semble prédestinée à susciter des tensions. Ces tensions existent dès la naissance du MCO, car elles sont inhérentes à sa nature même, mais elles ne posent pas de problème jusqu'aux années 1930.

Dès lors, elles s'accroissent et deviennent plus contraignantes pour le MCO puisqu'elles sont aussi indissociables des particularités de son univers administratif, politique et médiatique. Quand les ratés du ministère deviennent un enjeu électoral, le paradoxe du « prêtre fonctionnaire », source d'une confusion des genres quant au rôle du clergé dans la colonisation et l'administration publique, devient intenable. Il apparaît donc plausible que tous ces facteurs, même sans trace de décision officielle, aient convaincu les autorités gouvernementales et épiscopales de retourner ces prêtres au presbytère.

Dans une optique plus globale, le développement de l'appareil colonisateur finit par rendre moins pertinente la fonction de MCO. Un signe annonciateur est l'apparition en 1934-1935 de missionnaires-colonisateurs sous la responsabilité des seules sociétés diocésaines de colonisation, qui acheminent colons et ravitaillement aux colonies nouvellement fondées. Chaque diocèse s'occupe désormais des siennes sans avoir besoin du

MCO. Avec cela, la nomination à partir de 1937 de missionnaires diocésains qui relèvent uniquement de l'évêque, dont l'action sur le terrain est appuyée par une portion des subventions gouvernementales annuelles versées à la société de colonisation, consacre la séparation nette entre les responsabilités du clergé et celles des agents du gouvernement.

L'appareil colonisateur est aussi devenu l'épine dorsale d'un système concevant le territoire d'opération de façon plus systématique et globale que le MCO, limité par son action individuelle et son cadre diocésain. Cette redéfinition des rôles Église-État ne fait cependant pas disparaître le « travail » de missionnaire-colonisateur : elle le circonscrit simplement dans la sphère diocésaine. Ce modèle va perdurer à peu de choses près sous cette forme jusqu'à la fin des années 1950, où l'on trouve encore des missionnaires-colonisateurs animant des sociétés de colonisation dans certains diocèses.

Le cas particulier du missionnaire-colonisateur officiel révèle que l'ensemble de la transition entre deux stratégies de colonisation s'articule à plusieurs degrés : politique, logistique, organisationnel, structurel. Tous sont tributaires de décisions politiques – l'Église est à la remorque de l'État dans ce domaine – et, par la suite, du puissant courant de fond d'une administration publique qui gagne en importance en tentant de s'adapter tant bien que mal à la conjoncture socioéconomique, aux aléas électoraux ainsi qu'aux défis de la mise en œuvre et de la réalisation d'ambitieuses stratégies de peuplement.